

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 22/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IPODEC NORMANDIE

rue Désiré Granet
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

Références : UDRD.2023.09.ET.556.SB.BrJ
Code AIOT : 0005803697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement IPODEC NORMANDIE implanté rue Désiré GRANET 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une information transmise par l'exploitant par courriel du 13 septembre 2023, de l'incendie du dépoussiéreur survenu dans la nuit du 12 au 13 septembre, l'inspection s'est rendue le 14 septembre 2023 sur le site de la société IPODEC OISSEL situé rue Désiré Granet afin d'évoquer l'origine du sinistre et de constater les dommages occasionnés par l'incendie et les conditions de reprises de l'exploitation du site, notamment l'activité de broyage des déchets d'éléments d'ameublement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPODEC NORMANDIE
- rue Désiré Granet - 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005803697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IPODEC OISSEL est autorisée par arrêté cadre préfectoral du 28 juillet 2023 à exploiter des activités de traitement, tri et regroupement de déchets non dangereux sur son site situé rue Désiré Granet sur les communes de Oissel et de Saint-Étienne-du-Rouvray. Notamment, l'exploitant exerce une activité de broyage de déchets d'éléments d'ameublement (rubrique 2791-1 de la nomenclature) dans les zones couvertes 1, 2 et 3 à hauteur de 150 tonnes par jour en vue de la préparation de combustible solide de récupération (CSR) destiné à la valorisation énergétique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de l'incendie, mise en sécurité du site, reprise des activités de tri

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.6.1	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 1	15 jours
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.1.5	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 2	15 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.6.10 et 7.7.8.1	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 3	1 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.2 et 7.7.4	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 4	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le sinistre a été relativement bien géré par l'exploitant, pendant et après l'incendie. L'activité de tri peut ainsi reprendre en mode dégradé (diminution des flux entrants et humidification des déchets sur toute la chaîne de tri) dans l'attente de la remise en fonction d'un dépoussiéreur.

Toutefois, l'exploitant doit veiller à informer systématiquement le service d'astreinte de la préfecture et/ou celui de la DREAL Normandie de tout incident survenant dans ses installations sans attendre la fin de l'intervention des pompiers. Il est également attendu un rapport complet de l'incident reprenant les circonstances et causes de l'incendie, complété par les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire.

Enfin, avant toute opération d'élimination des eaux d'extinction confinées dans le bassin de rétention, l'exploitant précisera la filière d'élimination envisagée, qui devra être validée préalablement par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection par courriel du 13 septembre 2023, de l'incendie du dépoussiéreur du site survenu dans la nuit du 12 au 13 septembre, lequel a été éteint par les pompiers du SDIS. S'agissant des faits : le 13 septembre 2023, à 00h45, un incendie s'est déclaré dans le dépoussiéreur du site situé à l'extérieur du bâtiment « centre de tri haute performance (zone 1, 2 et 3) » dont l'activité principale est le tri des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) par broyage (broyeur « dinosaurus » puis broyeur granulateur). Lors d'une opération de broyage de déchets d'éléments d'ameublement (granulater), un élément indésirable (peut-être une pile au lithium oubliée dans un meuble selon les présomptions de l'exploitant) s'est échauffé créant un point chaud (avec présence de flamme) occasionnant l'arrêt du process. Les premières actions menées par l'industriel ont été d'arroser le broyeur à l'aide des RIA ce qui n'a pas permis d'éviter la propagation du feu via les gaines d'aspiration dans le dépoussiéreur, lequel a été arrosé lui aussi par le personnel dans l'attente des pompiers. Le SDIS76 est donc intervenu vers 1h00 du matin pour éteindre l'incendie contenu dans le dépoussiéreur. Les trappes de désenfumage du bâtiment ont été ouvertes pour évacuer les fumées remontant par les gaines d'aspiration du dépoussiéreur. La trappe haute du dépoussiéreur a été ouverte par les pompiers pour libérer la fumée et noyer celui-ci. L'intervention des pompiers s'est terminée vers 6h00 ; l'heure à laquelle ils ont quitté le site. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 15 septembre 2023, à l'inspection la fiche de notification à chaud d'accident /incident précisant les circonstances et les causes de l'incendie, ainsi que les effets sur les personnes et l'environnement.
<u>Demande n° 1 :</u> L'exploitant transmet au plus sous un délai de 15 jours, à l'inspection, un rapport d'accident reprenant les circonstances et causes de l'incendie, complété par les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour palier les effets à moyen ou long terme.
Observations : <u>Observation n° 1</u> : l'exploitant veillera à prévenir en cas d'incident/accident sur son site, les services de la préfecture de Seine-Maritime et/ ou directement via le téléphone d'astreinte, la DREAL Normandie sans attendre la fin de l'intervention des pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Envols de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En particulier, les broyeurs et cribleurs de l'unité de tri (séparateurs granulométriques) sont équipées de systèmes d'extraction d'air et de filtres à poussières. Ces dispositifs de filtration doivent être conçus, exploités et entretenus de manière :</p> <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations des effluents ;• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les installations sont entretenues et nettoyées au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire afin de prévenir les amas de poussières.</p> <p>Conformément à l'article 8.1.7.2 des présentes prescriptions, l'installation de broyage des déchets de bois est équipé d'un dispositif de rabattement de poussières mis en fonctionnement en cas de besoin (notamment par temps sec).</p> <p>Conformément à l'article 8.1.7.1 des présentes prescriptions, la zone n° 3 des installations est équipée d'un humidificateur ou brumisateurs lors des chargements en vrac de déchet de Combustible Solide de Récupération afin de rabattre les poussières occasionnées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">• que seul le dépoussiéreur est hors d'usage, dans l'attente d'une expertise pour engager les travaux de réparation et/ou de remplacement ;• que la chaîne de tri ne semble pas endommagée et a été remise en route par l'exploitant en mode dégradé (sans dépoussiéreur) ;• la présence de poussières importantes dans le centre de tri haute performance (zone 1, 2 et 3) et notamment des amas de poussières importants dans la zone du broyeur ;• la présence de dispositifs de rabattement de poussières renforcés pour palier le dépoussiéreur : humidification en continu des déchets entrants (en zone n° 1), arrosage léger en sortie du gros broyeur (« dinausaurus ») avant l'entrée dans la zone n° 2 (de tri par matériaux) avec une brumisation en continu ainsi qu'une brumisation en zone n° 3 afin de rabattre les poussières occasionnées notamment lors des chargements en vrac de combustibles solides de récupération. <p>L'exploitant précise que l'augmentation de l'humidification des déchets entraîne des phases de nettoyage plus fréquentes et donc l'arrêt de la chaîne de tri (toutes les 3-4 heures environ). Il indique que la zone n° 2 est nettoyée chaque fin de semaine et que les amas de poussières constitués dans le broyeur sont évacués tous les soirs. Il a également informé son principal fournisseur l'éco-organisme Ecomaison afin de réduire les flux entrants.</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant doit procéder au nettoyage des poussières dans le centre de tri haute performance (zone 1, 2 et 3) le plus souvent possible selon les règles de l'art afin de prévenir les amas de poussières et met en place un registre au plus tard sous un délai de 15 jours afin d'y inscrire les opérations journalières et hebdomadaires de nettoyage des poussières notamment pour la zone n° 2.</p> <p>Le rétablissement à la normale des conditions d'exploitation par la mise en œuvre d'un dépoussiéreur devra s'effectuer dès que possible afin de limiter les périodes de fonctionnement dégradé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.6.10 et 7.7.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Elimination des substances dangereuses et bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits récupérés en cas de déversement ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté. L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est collecté dans un bassin de confinement.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site et ne peut pas être inférieure à 2 700 m³.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin de rétention servant également à récupérer toutes les eaux pluviales du site susceptibles d'être polluées avant rejet en Seine via un dispositif de traitement type débourbeur/déshuileur, la vanne de coupure ayant été fermée au préalable.</p> <p>Il est rappelé que les eaux d'extinction sont des déchets pouvant contenir des substances dangereuses et qu'il convient de les éliminer vers une filière de traitement des déchets appropriée. L'exploitant doit réaliser au préalable une analyse sur ces eaux afin de proposer une filière d'élimination. Dans cette attente, les eaux du bassin de rétention du site restent confinées et aucun rejet en Seine n'est autorisé.</p>
<p><u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant transmet à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, le mode de gestion envisagé de ces eaux d'extinctions avant toute opération d'élimination, qui devra être validé par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.2 et 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention et ressource en eau

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les vérifications concernant les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de sécurité doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification : périodique ou suite à un accident, et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et en protection incendie pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Les matériels d'incendie et les pelles, seaux, réserve de matériaux (sable) doivent être disponibles sur le site à tout moment.

L'exploitant dispose a minima des moyens internes :

- d'une réserve d'eau constituée de deux cuves raccordées en série respectivement de 668 m³ et 421 m³ de volume utile servant à alimenter un réseau fixe d'eau incendie, maillé, protégé contre le gel et périodiquement contrôlé : les systèmes sprinklers, rideau d'eau et RIA ;
- une pomperie incendie de 545 m³/h capable d'alimenter les équipements ci-dessus ;
- de 2 poteaux incendie raccordés au réseau d'alimentation en eau potable assurant chacun un débit simultané de 60 m³/h ;
- système de déluge asservit à des détecteurs triple IR au niveau du stockage des déchets sur la zone n° 1 du CTHP, du sprinklage sur l'intégralité du bâtiment ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés protégés contre le gel situés à proximité des issues dans les bâtiments DIB, valorisation, stockage et déchets dangereux, implantés de telle manière que tout point desdits bâtiments puisse être atteint par 2 jets de lance en directions opposées ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des ouvertures ménagées pour le passage des balles entre les presses et le bâtiment de valorisation - affinage ;
- d'un système de détection automatique d'incendie fumées et chaleur sur l'ensemble des bâtiments du site avec report sur une centrale incendie dans le bâtiment administratif.

L'exploitant dispose également de moyens externes :

- un réseau d'hydrants (2 poteaux incendie ou 4 bouches incendie) mutualisé avec les installations de l'exploitation voisine et situé à moins de 100 m de la plateforme de bois (zone 5) qui fait l'objet d'une convention définissant le mode opératoire à mettre en œuvre en cas de manque de pression ou débit pour disposer d'au moins 270 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique d'un bar ;
- d'une cellule dévidoir grande puissance du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime au niveau de l'appontement Seine aménagée (signalisation au sol et verticale, création d'un portillon au niveau de l'appontement, remise en service du treuil mécanique pour descendre et remonter le module pompe flottante d'une centaine de kilogrammes...) afin de faciliter la mise en œuvre par les sapeurs-pompiers.

- L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Constats :

L'inspection constate que les extincteurs et RIA du site sont correctement et régulièrement vérifiés par un organisme (dernier passage en date de juillet 2023).

Avant de remettre en service le process, l'inspection constate que l'exploitant a procédé le 13 septembre à la vérification :

- du système d'extinction incendie (RIA et sprinkler) dont le rapport relève deux observations (remettre du fioul dans la motopompe et défaut de fixation du support d'un détecteur dans le broyeur « dinosaurus ») dont seule la première a été levée le jour même ;
- de la détection incendie dont le rapport conclut que le système fonctionne correctement ;
- du système de désenfumage (refermeture des trappes) dont le rapport conclut que l'état du système est correct.

L'inspection constate également que les hauteurs d'eaux des manomètres (en colonne d'eau) affichent 7,5 m (soit un volume de 433 m³) et 9 m (soit un volume de 726 m³) garantissant les volumes minimum requis de 421 m³ et 668 m³ pour la défense incendie.

Demande n° 4 : L'exploitant procède au plus tard sous un délai d'un mois à la fixation du support d'un détecteur incendie dans le broyeur « dinosaurus ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois